

La CEDEAO et le PNUD organisent un atelier de formation régional de trois jours sur le déploiement et la mise en œuvre du Cadre Continental des Résultats de l'Union Africaine sur les Femmes, la paix et la sécurité dans l'espace CEDEAO.



Le Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre (CCDG), en collaboration avec le Centre de Service Régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD-RSCA) et le Bureau de l'Envoyée Spéciale de l'Union Africaine pour les Femmes, la Paix et la Sécurité, avec l'appui du gouvernement du Canada, a entamé avec succès le 13 juin 2022 à Accra, au Ghana, une formation régionale de trois jours sur les femmes, la paix et la sécurité. La formation régionale, qui a rassemblée plus de 40 délégués provenant des Institutions, des Directions et des Agences Spécialisée de nla CEDEAO ainsi que les États membres et des réseaux régionaux de la société civile, vise à renforcer les connaissances et la compréhension des participants sur le déploiement et la mise en œuvre du Cadre continental des résultats pour l'établissement des rapports et le suivi de la mise en oeuvre de l'Agenda pour les femmes, la paix et la sécurité en Afrique et la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies et connexes sur Femmes, Paix et sécurité. La formation vise également à renforcer les capacités des participants en matière du développement, de la mise en œuvre, du suivi et de l'établissement de rapports sur les plans d'action relatif à la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies sur femmes, paix et sécurité.

La formation régionale est organisée dans le cadre du projet régional de quatre ans sur la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes en Afrique (2020-2024), financé par le gouvernement du Canada. Ce projet vise à renforcer les capacités des communautés économiques régionales (CER) et d'autres partenaires régionaux (OSC) et leur doter des connaissances et des compétences pour défendre et soutenir leurs États membres afin qu'ils puissent respecter leurs engagements en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes dans le cadre de la réalisation de l'Agenda 2063.

Dans son discours d'ouverture, **l'Honorable Cecilia Abena Dapaah, Ministre de l'Assainissement et des Ressources en Eau et Ministre par intérim du Genre, de l'enfance et de la protection sociale de la République du Ghana**, qui a ouvert la formation, a réaffirmé qu'"il est nécessaire d'accroître et de promouvoir la représentation et la participation significative des femmes dans les opérations de paix, les processus de paix, la reconstruction post-conflit, la protection civile et les déploiements militaires. Elle a ensuite noté que, "lorsque les femmes participent aux négociations de paix, la qualité et la pérennité des accords de paix sont assurés".



Dr. Siga Fatima Jagne, Commissaire aux Affaires Sociales et au Genre de la Commission de la CEDEAO, dans son discours d'ouverture, a déclaré que "la formation régionale est très opportune et pertinente pour jeter les bases d'une réponse régionale et nationale plus robuste au défi de placer la question relative aux femmes, paix et sécurité en haut de l'agenda de développement des États membres de la CEDEAO par la mise en œuvre effective des PAN sur la 1325 et le déploiement du cadre continental des résultats sur les femmes, la paix et la sécurité de l'Union Africain".



Dans son discours d'ouverture, **Dr. Angela Lusigi, représentante résidente du bureau de pays du PNUD au Ghana**, a souligné que "nous sommes passés de l'adoption de résolutions au développement de plans d'action. Nous devons maintenant nous concentrer sur la rapidité et l'ampleur de la mise en œuvre et du suivi de ces plans d'action afin que personne ne soit laissé pour compte. Cela ne sera pas possible sans les connaissances, les capacités et les réseaux adéquats. C'est pourquoi cette formation est à la fois opportune et essentielle".

Madame Catherine Njeru, qui a représenté le Bureau de l'Envoyé spécial de l'UA pour les femmes, la paix et la sécurité, a réaffirmé que "lorsque nous nous réunissons cette semaine, il est essentiel que nous considérions le CRF comme notre propre engagement et notre contribution à la promotion des droits des femmes à la paix, tels qu'ils sont consacrés par l'article 10 du protocole de Maputo. Cela fera vraiment la différence et ouvrira la voie à une Afrique inclusive et pacifique".



Il est attendu qu'à la fin de cet atelier, les participants développeront les connaissances et les compétences requises en tant qu'acteurs clés dans leurs pays respectifs pour influencer l'orientation et l'impact de la mise en œuvre des engagements en matière de femmes, de paix et de sécurité (FPS), y compris le Plan d'action régional de la CEDEAO, le CRC, ainsi que pour appuyer leurs États membres dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs plans d'action nationaux (PAN) sur femmes, Paix et sécurité.